

Ottawa, Mexico, Washington : le prochain circuit de Donald Trump

L'élection puis la prise de fonction de Donald Trump ouvrent une ère de profonds changements dans la conduite de la politique commerciale américaine. Elles coïncident de surcroît au moment où va expirer le Farm Act de 2014-2018. Une nouvelle loi agricole devrait donc être appliquée à la fin de l'année 2018. Le secteur agricole américain va-t-il connaître des ruptures, ou rester sur une certaine continuité ?

Au moins deux échéances sont porteuses d'inquiétudes pour les agriculteurs américains, au point de leur faire réexaminer l'engouement qu'ils ont exprimé pour le candidat du Parti Républicain. La première est la renégociation – voire la sortie – d'un Traité commercial vieux de près de vingt-cinq ans, le NAFTA (North American Free Trade Agreement, ratifié en 1994 par le Canada, le Mexique et les Etats-Unis). La seconde est la négociation qui va s'engager au Congrès sur la future Loi agricole, celle de 2014-2018 expirant dans quelques mois. Examinons ces deux points.

Les agriculteurs américains redoutent une sortie du NAFTA. Le candidat Trump a stigmatisé le NAFTA durant toute sa campagne électorale. Outre des secteurs comme le textile dont les emplois et les salaires ont diminué avec l'application du Traité et l'augmentation des échanges avec le Mexique, c'est le déficit commercial agroalimentaire bilatéral avec le Mexique qui a motivé le désir de renégocier le NAFTA. Il s'élevait en 2016 à – 63,2 milliards de dollars, insuffisamment compensé par l'excédent obtenu avec le voisin canadien (+12,5 milliards de dollars). Il n'en reste pas moins que les agriculteurs souhaitent, et, probablement, lutteront pour préserver ce Traité commercial. Les menaces ne résident pas seulement dans le fait que les débouchés mexicains ou canadiens seraient obturés par un retrait américain du NAFTA, empêchant du coup les consommateurs d'absorber du bœuf US ou, en sens inverse, les spectateurs du Super Bowl de déguster du guacamole provenant du Mexique. Elles concernent surtout la remise en cause potentielle des chaînes de valeur créées depuis près de vingt-cinq ans entre les trois partenaires. La viande porcine en constitue une illustration parfaite (naissance des porcs au Canada, exportation pour engraissement et transformation vers les Etats-Unis). Combien d'emplois, d'investissements seraient menacés, de combien le revenu agricole serait-il amputé, si Donald Trump décidait de se retirer du NAFTA ? Au regard des informations qui commencent à nous parvenir des Etats-Unis, il semble évident que les agriculteurs, leurs organisations syndicales et professionnelles, lutteront ardemment pour préserver leurs intérêts économiques en exigeant de rester dans le NAFTA. Il est fort probable qu'ils seront en cela rejoints par leurs homologues canadiens, voire mexicains.

Incertitudes sur le profil et le contenu de la prochaine Loi agricole américaine. Il faut s'attendre à des discussions serrées au Congrès dès le début de l'année 2018, afin de définir la Loi agricole 2018-2022. Au regard de l'expérience historique, les élus Républicains ne manqueront pas de revenir à la charge sur la question de l'aide alimentaire, l'un des piliers de la politique sociale américaine. Dans le sillage des débats autour de l'abrogation ou de la diminution des programmes sociaux, l'aide alimentaire (80% du budget agricole américain) devrait à nouveau être stigmatisée, du fait des dépenses budgétaires colossales qui lui sont allouées. Il est même envisagé de l'extraire de la politique agricole, afin d'alléger les dépenses dans un contexte où le budget fédéral reste déficitaire, et où la dette des Etats-Unis se situe encore au-dessus des 100% du PIB. Selon certains observateurs, au regard de l'importance des dépenses d'aide alimentaire, cette politique pourrait exister en tant que telle sans être rattachée à la politique agricole. La tendance baissière des prix agricoles qui s'est enclenchée de-

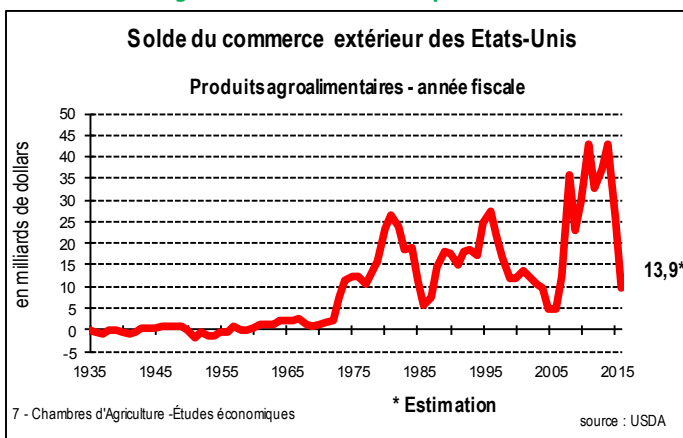
puis plus de trois ans maintenant justifierait une révision en profondeur de ce programme d'aide alimentaire intérieure. De plus, l'augmentation annoncée de 10% du budget de la Défense Nationale aura des répercussions sur les montants affectés aux dépenses agricoles.

Dans le domaine des grandes cultures, la prorogation du Price Loss Coverage (P.L.C, mécanisme déclenché si le prix de marché est inférieur au prix de référence) devrait être largement discutée, en raison de l'alourdissement des dépenses budgétaires occasionnées par le décrochage des prix des céréales – de celui du blé en particulier – comparativement aux prix de référence établis en 2014 (le prix de référence du blé était fixé dans le Farm Act 2014-2018 à 202,1\$/tonne, très au-dessus du prix de marché, qui était fin avril 2017 de 154\$/tonne à Chicago). Les producteurs entendent malgré cela faire pression pour que le P.L.C soit prorogé. Les agriculteurs, au travers des membres du National Farm Bureau, se sont exprimés en faveur du maintien de l'Agricultural Risk Coverage (A.R.C, déclenché si le chiffre d'affaires moyen par culture est inférieur à la moyenne olympique des cinq dernières années). Cela semble parfaitement logique dans la mesure où ces deux outils ont manifestement joué leur rôle contra-cyclique. Les élus Républicains entendent toutefois réexaminer le montant des primes d'assurance ainsi que les subventions accordées aux compagnies d'assurance par l'Etat fédéral.

Adeptes du libre-échange, les Etats-Unis se sont, quelle que soit la couleur politique du Président, historiquement dotés de dispositifs de protection. Donald Trump franchit une étape supplémentaire dans cette contradiction. C'est cette étape qui, dans la crise internationale actuelle, risque d'amplifier les rapports de force. Le secteur agricole pourrait, avec la politique commerciale, en constituer un vecteur.

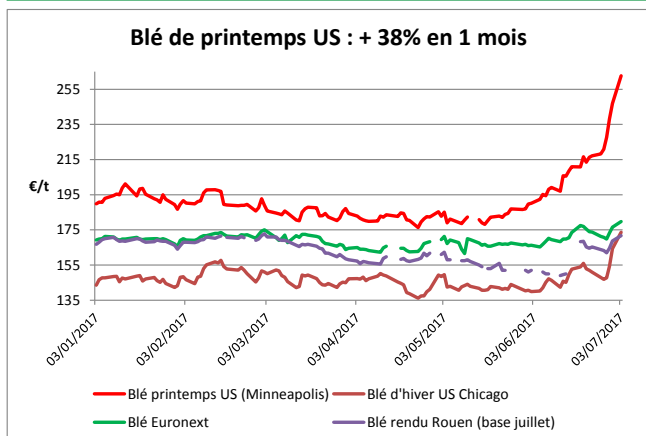
Thierry Pouch

Un solde agroalimentaire en chute pour les Etats-Unis



La France n'est manifestement pas la seule à connaître une érosion de son solde commercial agroalimentaire. La chute de plus de 33% en 2016 par rapport à 2015 apparaît partagée par les Etats-Unis, qui voient également se contracter fortement leur excédent commercial en produits agricoles et alimentaires. Entre 2014 et 2016, la baisse est en effet de 69% environ. Avec la baisse du revenu des agriculteurs, cette dégradation des échanges extérieurs inquiète les producteurs. Si d'aventure le Président américain sortait du NAFTA, l'amputation de l'excédent agroalimentaire serait encore plus sérieuse.

Blé : un problème de qualité plutôt que de quantité



Source : Mes m@rchés

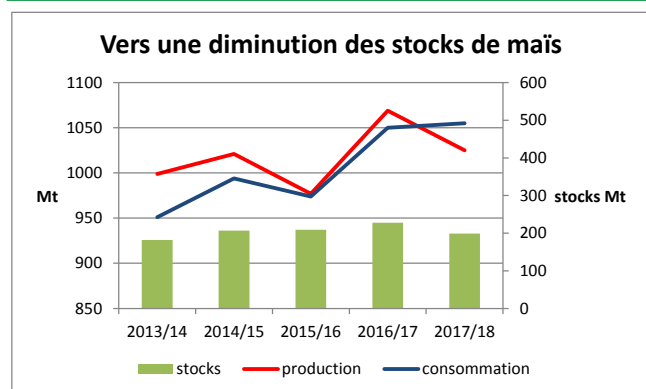
Depuis plusieurs mois, les marchés anticipent une diminution de la production de blé pour la campagne qui débute (-19 Mt). Les récoltes sont en cours dans l'hémisphère nord, et les semaines qui viennent vont permettre d'affiner ces premières projections.

Cette baisse de production serait compensée par l'augmentation des stocks de début de campagne (+17 Mt), ce qui permettrait de maintenir le niveau de la consommation (-0,4%).

Si la quantité ne semble pas faire défaut, les inquiétudes actuelles portent sur les blés à haute teneur en protéines : aux Etats-Unis, les surfaces de blé de printemps sont en forte baisse (-20%), et les surfaces canadiennes ne sont pas aussi importantes qu'anticipé (+2,5%). Ces éléments ont fait flamber les cours du blé de printemps aux Etats-Unis (+38% en un mois), ce qui a entraîné les cours des céréales à la hausse.

Clarisse Bonhomme

Maïs : les prochains jours décisifs pour le potentiel de production



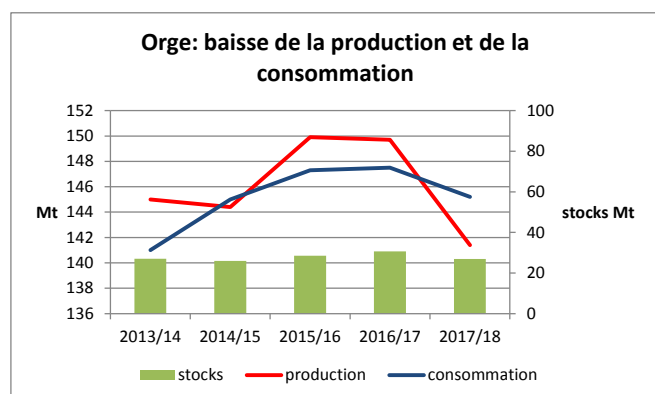
Source : Mes m@rchés, d'après CIC

Le record de production de la campagne 2016/17 est en train de se confirmer en maïs, avec l'avancée des récoltes sud-américaines qui domineront le marché dans les prochains mois. Le CIC table sur une production mondiale de 1,07 milliards de tonnes, en hausse de 92 Mt par rapport à la campagne précédente. Cette forte hausse de la production va se traduire par une augmentation de la consommation (+7,8%) et une reconstitution des stocks (+19 Mt), notamment chez les exportateurs.

Les regards se tournent déjà vers la prochaine campagne, alors que nous entrons dans la phase critique de floraison des maïs dans plusieurs pays de l'hémisphère nord. La production mondiale est actuellement estimée en baisse de 44 Mt, avec une diminution de 27 Mt pour les Etats-Unis. Le ratio stocks sur consommation pourrait passer de près de 22% à 19%, au plus bas depuis 2013/14.

Clarisse Bonhomme

Orge : une production au plus bas depuis 5 ans



Source : Mes m@rchés, d'après CIC

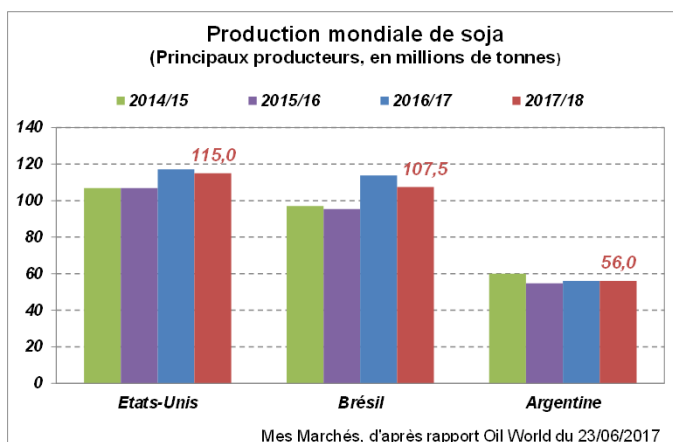
Alors que les récoltes d'orge sont en cours dans l'hémisphère nord, les estimations s'affinent : la production mondiale est attendue en baisse de 5,6% à 141 Mt, soit le plus faible niveau depuis 5 ans. Cette production diminuerait notamment chez les principaux exportateurs : Ukraine (-2,4 Mt), Canada (-1 Mt), Union européenne (-0,9 Mt), Russie (-0,5 Mt) et Australie (-5 Mt). La production ukrainienne semble particulièrement difficile à estimer, avec des évaluations se situant entre 7,4 et 9,4 Mt. Par contre, la production est estimée en hausse chez certains importateurs, comme en Afrique du nord où elle pourrait doubler.

La consommation de l'Arabie Saoudite, premier importateur mondial, pourrait atteindre un record à 12 Mt, nécessitant de renforcer les importations (11,8 Mt). La consommation chinoise est, quant à elle, encore attendue en baisse.

Le fléchissement de la production va engendrer une diminution de la consommation, avec un ratio stocks sur consommation au plus bas depuis 3 ans.

Clarisse Bonhomme

Vers une hausse des disponibilités mondiales de soja



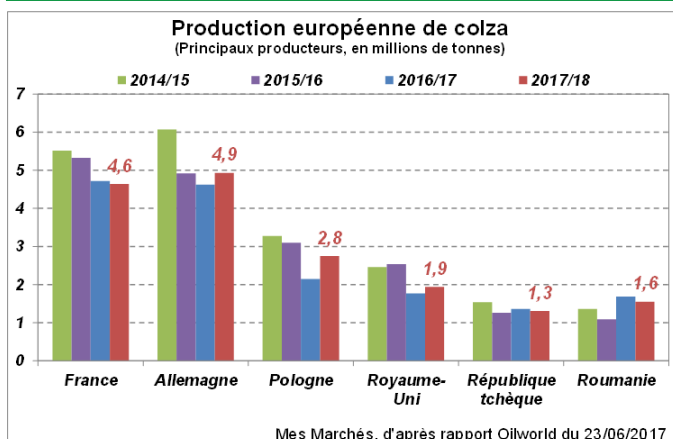
Selon Oil World, il est très probable que la production mondiale de soja recule au cours de la campagne 2017-18, si les excellents rendements enregistrés aux Etats-Unis et au Brésil en 2016-17 ne se réitèrent pas. La production étasunienne devrait reculer à 115 Mt (-2 %) en dépit de la hausse de la surface implantée de 2 Mha. La prochaine récolte pourrait suivre la même évolution au Brésil.

En raison du report de stocks de fin de campagne 2016-17 en hausse, les disponibilités du marché en graine de soja devraient néanmoins progresser en 2017-18. Les stocks de fin de campagne se maintiendraient à 100 Mt en dépit de la hausse de la trituration et des échanges.

L'attention des marchés va particulièrement se concentrer sur les Etats-Unis au cours des prochaines semaines, période de *weather market*. Alors que la pression des disponibilités et la déprime du marché du pétrole demeurent en toile de fond, le marché bénéficie du soutien du risque climatique.

Pierre-Yves Amprou

Hausse de la production mondiale de colza-canola

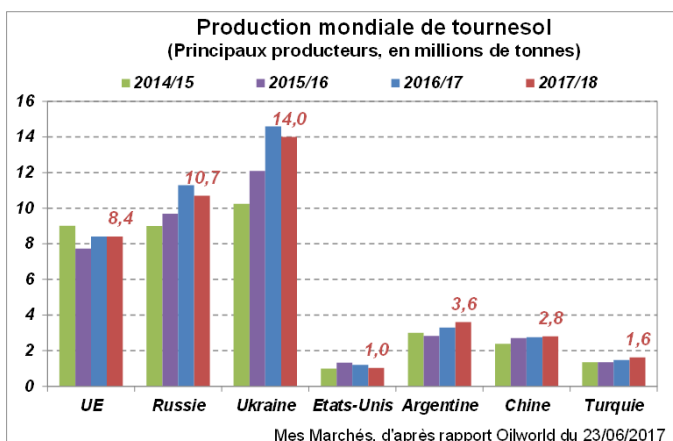


La production mondiale de colza-canola devrait augmenter de 2 % au cours de la campagne 2017-18 sous l'impulsion de meilleures récoltes en UE et au Canada. La récolte devrait progresser en Allemagne et en Pologne. En France, les premiers échos (début juillet) au sujet des rendements sont bons à l'Ouest. A l'Est, la situation s'annonce moins favorable et hétérogène. La production canadienne de canola atteindrait un niveau historique en raison de hausse des surfaces de 12 %, mais les conditions de cultures sont à surveiller dans les principales provinces productrices.

Compte tenu de la tension des stocks de report de la campagne 2016-17, les disponibilités pour le marché et les stocks de fin de campagne devraient se stabiliser selon Oil World. Le marché du colza subit la volatilité du marché des oléagineux, partagé entre le poids des fondamentaux du complexe soja et du marché du pétrole et le risque climatique qui pèse sur les récoltes à venir.

Pierre-Yves Amprou

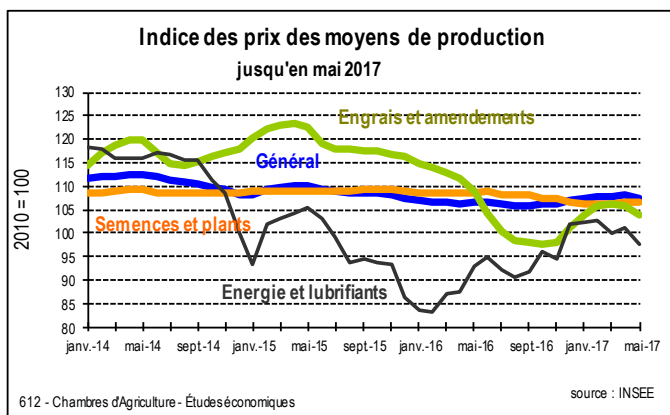
Des disponibilités mondiales en tournesol encore importantes



La production mondiale de tournesol devrait reculer de 1 Mt en 2017-18, mais demeurer à un niveau élevé (près de 48 Mt). Alors que la surface mondiale progresse de 400 000 ha à 27,2 Mha, les prévisions actuelles tablent sur un ajustement à la baisse du rendement moyen. Le niveau de stocks de report de la campagne 2016-17 limite le recul des disponibilités mondiales de tournesol qui demeurent importantes. Alors que les conditions climatiques ont été favorables en Russie et dans certaines régions de l'Europe de l'Est, les cultures de tournesol ont subi un stress hydrique en Espagne, en France, en Italie et dans le nord et le centre de l'Ukraine. L'avancement du développement des cultures provoqué par la chaleur portera atteinte au potentiel de rendement. Ces conditions ont amené Oil World à réviser ses prévisions à la baisse dans plusieurs régions de production pour 2017-18.

Pierre-Yves Amprou

INTRANTS : Une nouvelle rechute qui confirme l'atonie de la demande



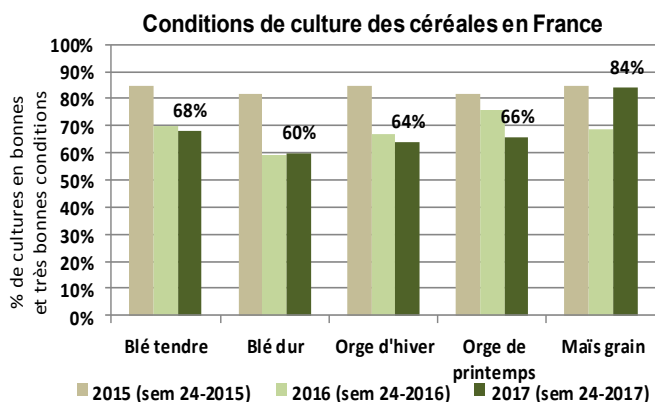
En raison d'une nouvelle hausse de la production journalière de baril (+ 280 000 baril/jour) des pays de l'OPEP en juin, le cours du pétrole s'est de nouveau retourné après plusieurs mois à osciller aux alentours des 50 \$ le baril. L'Arabie saoudite a relancé ses exportations, ainsi que le Nigéria ou la Lybie. D'autre part, le refus de la Russie de poursuivre les efforts de réduction d'exportation a pesé sur les cours, de même que l'appréciation continue du dollar depuis début 2017 en sens inverse le cours du brut. Toutefois, les récentes baisses de stocks et le ralentissement de la production de schiste aux Etats-Unis devraient contribuer à relever les cours dans les prochains mois.

Pour les engrais, les prix sont restés dans le sillage de la remontée du pétrole jusqu'au premier trimestre 2017. La récolte catastrophique de 2016 en France a aussi induit une forte hausse de la demande en engrais pour la préparation de la campagne suivante, mais les achats ont été quelque peu freinés par le manque de trésorerie des céréaliers. De plus, la parité euro/dollar est défavorable pour les importateurs, puisque l'appréciation du dollar renchérit le coût des importations.

Enfin pour les semences et plants, la tendance est légèrement à la baisse par rapport à 2016, l'impact de la crise s'étant fait ressentir sur les achats en France.

Quentin Mathieu

Etat des cultures en France : un potentiel moyen et fragilisé avec des rendements qui s'annoncent hétérogènes



Blé tendre : moyenne de 15 régions représentant 97 % de la moyenne nationale des surfaces en 2017, (97 % en 2015 et 2016)

Blé dur : moyenne de 7 régions représentant 97 % de la moyenne nationale des surfaces en 2017 (97 % en 2015 et 96 % en 2016)

Orge d'hiver : moyenne de 12 régions représentant 92 % de la moyenne nationale des surfaces en 2017 (92 % en 2015 et 2016)

Orge de printemps : moyenne de 7 régions représentant 91 % de la moyenne nationale des surfaces en 2017 (90 % en 2015 et 92 % en 2016)

Maïs grain : moyenne de 11 régions représentant 90 % de la moyenne nationale des surfaces en 2017 (89 % en 2015 et 2016)

Source des données : FranceAgriMer — Céré'Obs

La sécheresse persistante observée depuis l'automne dernier et les gels tardifs d'avril ont contrarié le développement des céréales d'hiver et du colza et limiter le potentiel de rendement. Le retour des pluies et de la chaleur au mois de mai a dissipé en grande partie les craintes sur le potentiel de rendement des cultures mais les précipitations n'ont pas toujours été suffisantes pour éviter des situations dégradées. Des dommages définitifs sont constatés dans les parcelles en sols superficiels et la situation est demeurée préoccupante dans les régions du nord et de l'est de la France.

Selon Céré'Obs, la part des surfaces où les conditions de cultures sont qualifiées de « bonnes ou très bonnes » reste correcte pour les céréales à paille, bien qu'en retrait par rapport à l'année dernière à la même époque (voir graphique ci-contre). Mais les pics de chaleur connus ces dernières semaines ont ravivé les incertitudes quant au potentiel de la récolte 2017 et la météo d'ici la récolte restera déterminante. En maïs, le maintien des très bonnes conditions de culture actuelles dépendra des conditions hydriques à venir.

En colza, les surfaces sont en retrait suite à des semis contrariés et l'état des cultures est très contrasté en raison de l'importance des mauvaises implantations dans certaines régions.

Après une récolte 2016 catastrophique, les prévisions font état pour 2017 de rendements moyens nationaux en progression mais qui s'annoncent d'un niveau inférieur à la moyenne des 5 dernières années.

Coté marché, la faiblesse des volumes de production de 2016 a entraîné l'allègement des bilans céréaliers français avec des stocks de report en net recul et inférieurs à leur niveau moyen des 5 dernières années.

Laurent Baraduc

Ont contribué à cette production :

Clarisse BONHOMME Mes Marchés, Chambre d'agriculture des Pays de la Loire

Pierre-Yves AMPROU Mes Marchés, Chambre d'agriculture des Pays de la Loire

Laurent BARADUC Chambre d'agriculture du Centre-Val de Loire

Quentin MATHIEU Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture

Thierry POUCH Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture



Avec la contribution financière du compte d'affectation spéciale «développement agricole et rural»

